Le pouvoir aux travailleurs

09 JUIL. 95

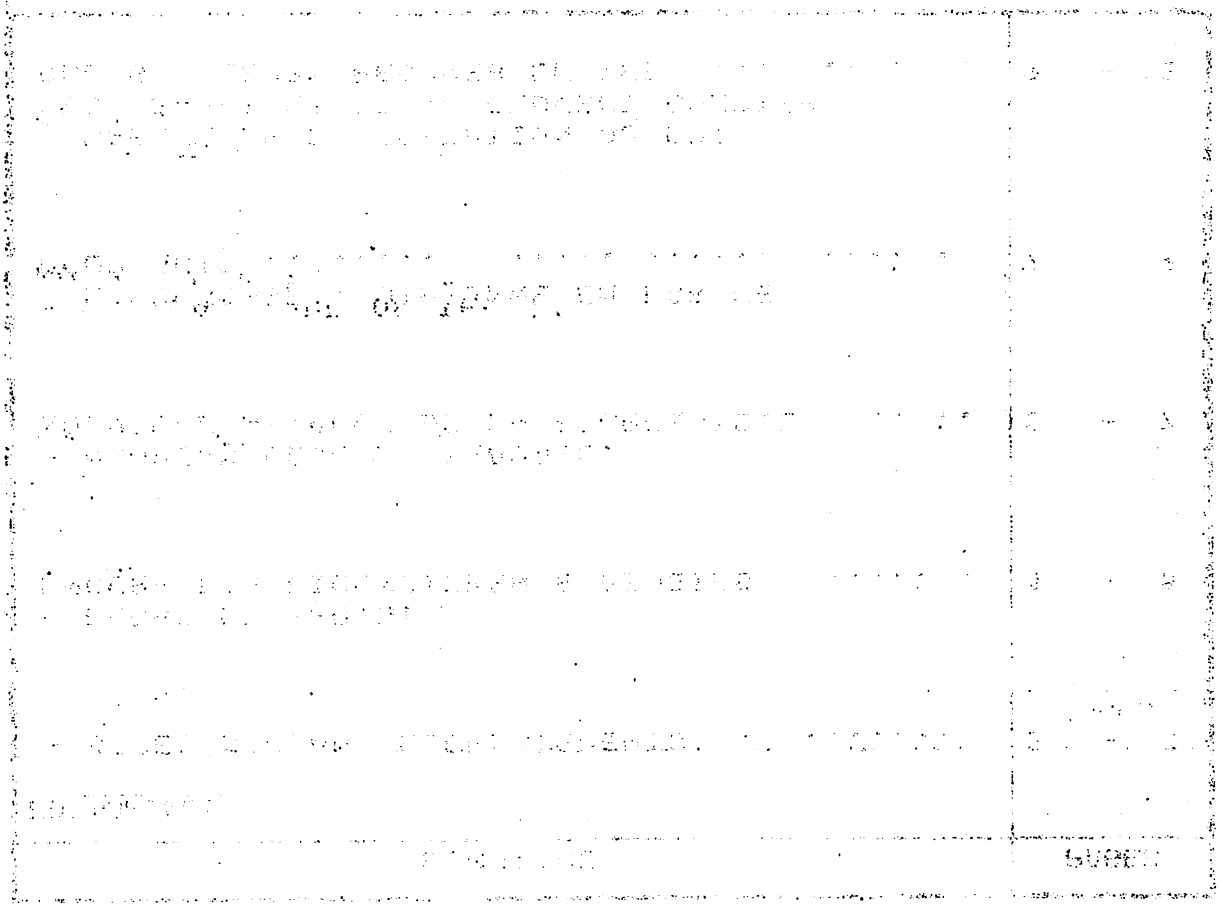
N° 28

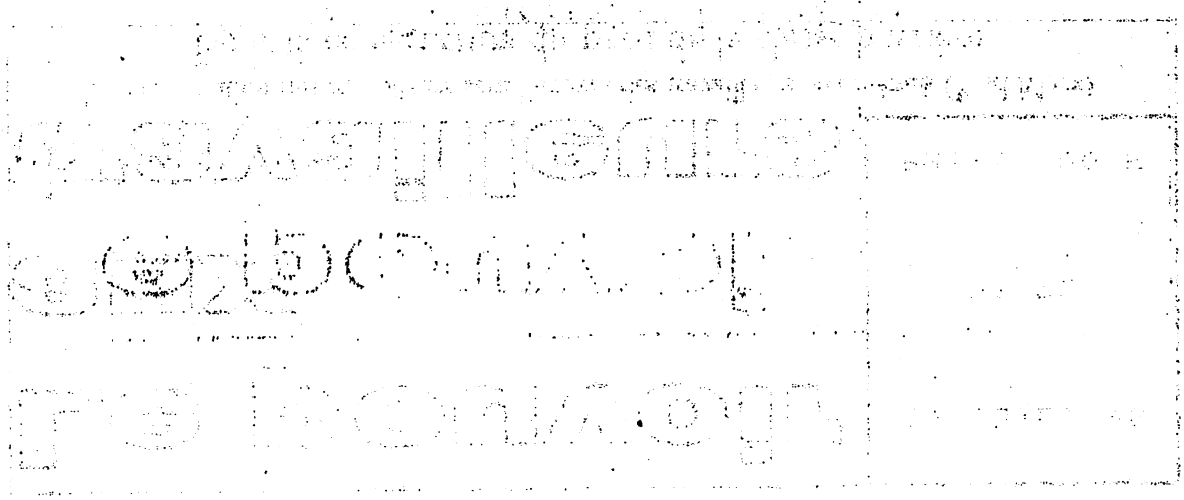
PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- SIPE: NON AUX LICENCIEMENTS!	2 - 3
- PECHE ET FROID: ENCORE DES LICENCIEMENTS ABUSIFS!	4 - 5
- NOUVEAU CODE DE TRAVAIL, NOUVELLE ATTAQUE DE LA BOURGEOISIE	5 - 7
- L'ECONOMIE IVOIRIENNE EN MARCHE POUR QUI?	7 - 9
- MARCHE DE PROTESTATION DU FPI LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEURS PROPRES LUTTES	9 - 12





SIPE : NON AUX LICENCIEMENTS !

Le 15 juin dernier, les employés de la SIPE (Poste et Epargne) ont déclenché une grève de 48H, reconductible, pour protester contre des licenciements massifs décidés le 31 mai par la direction avec l'accord du gouvernement. 750 employés sur 2.400 -soit près du tiers des effectifs- ont été ainsi jetés d'un seul coup à la rue. Quand on sait que la vie d'une famille, c'est-à-dire de plusieurs personnes, dépend bien souvent d'un seul salaire, ces licenciements touchent en fait des milliers des gens qui auront maintenant bien du mal à survivre.

Ces mesures sont d'autant plus injustes que ce sont les dirigeants de la SIPE -et non les employés- qui ont mis cette société au bord du gouffre. Evidemment, ces dirigeants ne reconnaissent pas leur propre responsabilité découlant d'une gestion désastreuse. C'est ainsi que dans une interview accordée au début de ce mois à Fraternité-Matin, le directeur général de la SIPE a prétendu que les difficultés viendraient "subitement" d'une "augmentation de salaire de 87% toujours sous la pression des syndicats".

En mentionnant le nom des syndicats, le directeur général de la SIPE voudrait faire croire que les salaires des employés seraient excessivement élevés et que c'est cela qui aurait mis la SIPE à genoux. Mais c'est un mensonge. Les directeurs, sous-directeurs, cadres et agents de maîtrise qui constituaient 20% seulement des effectifs touchaient à eux seuls 46% (soit près de la moitié!) de la totalité des salaires, alors que les employés qui constituaient 80% des effectifs ne touchaient que 54% des salaires.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Malgré les augmentations des salaires dont se plaignait le directeur général de la SIPE, les salaires des employés restaient bas, tandis que ceux de la direction et de l'encadrement étaient scandaleusement élevés. Et cela n'est pas étonnant. C'est une pratique bien courante chez les dirigeants des sociétés publiques ou para-publiques de s'attribuer des salaires très élevés, auxquels ils ajoutent d'autres avantages tels que les indemnités de logement et de "responsabilité", les véhicules, etc. Même quand ces sociétés sont, comme cela est le cas de la SIPE, au bord de la faillite, leurs dirigeants ne se gênent pas pour toucher des primes de "rendement"!

Pour ces gens-là, le rendement ne consiste pas à faire gagner de l'argent à la société, mais au contraire à piocher avec ardeur dans les caisses de celle-ci. Ils savent que les

ministres les ont mis à la tête de ces sociétés en tant que frères ou amis pour que, eux aussi, ils "mangent". Le PDCI n'a-t-il pas dit publiquement qu'il ne faut pas regarder dans la bouche de celui qui grille les arachides? C'est une sorte de feu vert qui est ainsi donné aux dirigeants des sociétés publiques de s'enrichir.

Alors, il y a un lien évident entre leurs comptes personnels en banque qui augmentent à vue d'oeil et le trou financier de ces sociétés, qui s'élargit d'autant. Finalement, quand celles-ci sont mises en banqueroute, non seulement ceux qui ont détourné de l'argent ne sont nullement inquiétés, mais ils sont récompensés par une affectation à un autre poste juteux. Tels des vers voraces, une fois que le fruit gâté n'a plus de jus, ils s'attaquent avec vigueur à un nouveau fruit.

Ce n'est donc pas un hasard si la règle est que les sociétés publiques ne marchent pas et que celles qui sont plus ou moins rentables constituent une exception. Dans ces conditions, il n'est pas dit que cette mesure abusive qui sacrifie des centaines d'employés permettra de redresser quoi que ce soit. De nouveaux licenciements ne sont malheureusement pas à exclure tôt ou tard.

Les employés de la SIPE avaient raison de faire grève. Et ils méritaient au moins le soutien moral des autres travailleurs. Tous les travailleurs et les pauvres sont aussi concernés parce qu'ils payent indirectement les conséquences de la gestion catastrophique de cette société. D'abord par les récentes augmentations des prix des timbres, des frais d'émission des mandats, des frais d'envoi de colis et d'autres services. Ensuite, parce que c'est avec l'argent du contribuable -donc notre argent- que l'Etat subventionne à fond perdu des sociétés constamment au bord de la faillite comme la SIPE. Et si l'Etat comble ainsi les trous financiers, soit dit en passant, c'est moins à cause de l'utilité des services publics que pour permettre à ceux qui sont à leur tête de s'enrichir.

Cependant, au niveau de la SIPE même, les employés qui sont pour l'instant épargnés par les récents licenciements doivent se sentir aussi concernés et soutenir activement lèurs camarades dans leur grève de protestation. En se mettant en grève, ils ne font pas seulement un acte de solidarité à l'égard de leurs collègues, mais ils se défendent eux-mêmes contre les licenciements de demain. Déjà, il y a eu des rumeurs d'un nouveau plan de licenciements, vite démenties. Mais que valent les démentis des gens qui mentent comme un arracheur-de-dent?

Donc, c'est aujourd'hui que l'ensemble des employés de la SIPE ont tout intérêt à profiter de leur force numérique pour peser de tout leur poids sur le gouvernement. Une grève totale paralysant le fonctionnement de l'administration et des affaires obligera les dirigeants à annuler purement et simplement les licenciements.

PECHE ET FROID: ENCORE DES LICENCIEMENTS ABUSIFS!

Trente et neuf travailleuses, des mères de famille, ont été abusivement licenciées en avril dernier, sans que le patron ne leur paie aucun droit, ni indemnité, ni même les salaires du mois d'avril.

Le prétexte que le patron avait créé de toutes pièces pour licencier ces travailleuses, était le non respect par celles-ci d'une note de service qui les invitait à travailler le samedi 15 avril, veille de Pâques.

Mais les week-ends, les ouvriers ne travaillent pas à "Pêche et Froid" (usine de conserves alimentaires qui emploie 600 à 700 travailleurs). Et c'est la moindre des choses. Il n'y a que le week-end qu'ils peuvent se reposer un peu, quand on sait qu'ils travaillent 11 heures par jour, dans des conditions extrêmement pénibles. Ceux qui travaillent dans la "section magasin", par exemple, sont obligés de se tenir debout toute la journée. On se souvient qu'il y a quelques années, les ouvriers qui avaient besoin des gants nécessaires à leur travail étaient obligés de se mettre en grève pour exiger cette protection élémentaire.

Les ouvriers travaillent comme des esclaves pour des salaires de misère. Les trois heures supplémentaires qu'ils font chaque jour sont payées comme heures ordinaires. Et une fois qu'ils sont suffisamment exploités, le patron s'arrange pour les mettre dehors sans leur payer le moindre droit. Une fois le citron pressé, on le jette, c'est bien connu. C'est l'expérience amère que vivent les 39 travailleuses qui ont été chassées comme des malpropres - après plus de quinze ans d'ancienneté pour certaines d'entre elles.

Les patrons qui vivent et s'enrichissent de l'exploitation des travailleurs ne respectent aucune loi quand ils veulent faire plus de profits. C'est ainsi, par exemple, qu'ils ne tiennent pas compte de la journée de 8 heures ou qu'ils peuvent faire travailler les ouvriers un jour férié et le payer comme un jour ordinaire. Leurs entreprises prospèrent dans une illégalité permanente, mais ils se moquent de la légalité. Ils ne risquent rien. Car ils savent que les juges et les inspecteurs de travail s'entendent avec eux comme larrons en foire.

C'est pourquoi, les travailleurs ne peuvent compter sur aucune loi pour les protéger. Pour empêcher les patrons de bafouer impunément leurs droits les plus élémentaires, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur leur combativité. Et c'est parce que ces travailleuses arbitrairement licenciées ne baissent pas les bras et qu'elles frappent à toutes les portes pour amener les patrons à respecter leurs droits que certains d'entre nous sont aujourd'hui informés des mesures injustes et vexatoires dont elles sont victimes.

Le courage de ces femmes

travailleuses qui se battent est un bon exemple. Mais si elles ne sont pas soutenues par d'autres travailleurs, et particulièrement par ceux de "Pêche et Froid", leur lutte risque de ne rien donner. En effet, ce sont ces derniers qui sont les mieux placés pour défendre leurs camarades licenciées, en arrêtant par exemple les machines, parce que ces femmes travailleuses, une fois exclues de l'usine, ne disposent plus d'un moyen de pression efficace. De plus, c'est eux qui peuvent rendre la lutte plus efficace en essayant de l'étendre à d'autres usines oùles ouvriers sont confrontés aux mêmes problèmes de bas salaires, de mauvaises conditions de travail et aux abus de toutes sortes des patrons.

C'est à l'intérieur de l'usine que les travailleurs sont forts. Puisque leur seule arme vraiment efficace pour se défendre contre les patrons, c'est la grève qui bloque les affaires de ceux-ci et leur fait perdre chaque jour des millions.

NOUVEAU CODE DE TRAVAIL, NOUVELLE ATTAQUE DE LA BOURGEOISIE

L'Assemblée nationale a voté un nouveau code de travail à la place de l'ancien. L'objectif visé par le gouvernement est la réduction des droits juridiques des travailleurs en faveur du patronat.

En effet, dans ce nouveau code de travail, on peut relever les points suivants:

Premièrement, un contrat d'embauche définitif, comme par le passé, n'existe plus. Les contrats sont révisés tous les deux ans. Autrement dit, un travailleur peut être mis à la porte à tout moment sans qu'il puisse réclamer un quelconque droit auprès de son employeur. De même que, tous les deux ans, le patron peut réviser le salaire de son employé à la baisse, selon son bon vouloir.

Deuxièmement, les catégories par branche d'activité, avec leur barème de salaire, sont supprimées. A chaque patron de définir le salaire qu'il veut avec la catégorie qu'il veut. Aucune obligation, même juridique, ne lui est imposée.

Troisièmement, un patron peut aujourd'hui licencier n'importe quel travailleur pour motif économique, que cela soit justifié ou non, sans aucune autorisation de l'inspection de travail, contrairement aux pratiques passées. Le salarié ainsi licencié ne peut plus faire appel à un quelconque recours juridique.

Quatrièmement, on peut relever la loi concernant le droit de grève. Il faut prouver par procès-verbal que non seulement toute conciliation est impossible avec l'employeur, mais encore, il faut attendre ensuite 6 jours ouvrables avant le déclenchement de la grève. Vu la tournure de cette loi, autant dire que le droit de grève est

maintenant interdit.

Il ne faut pas s'étonner que le gouvernement mette en place un code de travail aussi défavorable aux travailleurs. Nous sommes dans une société bourgeoise. Une société divisée en classes. Une société où la richesse des uns vient de l'exploitation des autres. Il est donc normal que le gouvernement dans une telle société, quelle que soit son étiquette politique -soit dit en passant- défende les intérêts des bourgeois. De ce côté-là, les bavardages des prétendus opposants ne sont que tromperies à l'égard des travailleurs.

Cela dit, si la bourgeoisie ose imposer une telle loi aussi ouvertement pro-patronale, c'est qu'elle sent le rapport de force en sa faveur. Elle sent que dans le contexte actuel, elle tient la classe des travailleurs à genoux. La bourgeoisie sait que même la plupart des dirigeants syndicaux sont à son service. Elle sait que tous les partis politiques existants ne demandent qu'à lui servir de paillasson. Elle sait que la classe des travailleurs n'est pas organisée, aussi bien politiquement que syndicalement.

Le rapport de force semble tellement favorable aux riches qu'ils n'ont pas hésité à faire disperser à coup de matraques les travailleurs qui étaient venus participer à la manifestation de protestation appelée par le syndicat "Dignité" le 10 juin passé pour dénoncer la cherté de la vie et le nouveau code de travail.

Ceux qui pensent que, vu la précarité de plus en plus grande des salariés, toute riposte des travailleurs pour faire barrage à la rapacité de la bourgeoisie est maintenant impossible se trompent. Ils se trompent parce que, quoi qu'il en soit, la loi n'a jamais protégé les travailleurs. Il est même courant de voir des délégués syndicaux se faire licencier suite à des mouvements de grève, fussent-ils des délégués de l'UGTCI. La loi n'empêche rien du tout.

Les travailleurs savent par expérience que ce n'est pas un code de travail, fût-il favorable à leurs intérêts, qui empêcherait la bourgeoisie de faire ce qu'elle veut. En effet, celle-ci détourne la loi ou achète tout simplement les hommes de loi, quand elle l'estime nécessaire. Dans cette société divisée en classes où l'argent est roi, celui qui a l'argent a la loi de son côté. Quel travailleur, en effet, n'a pas connu autour de lui, dans sa famille ou dans l'entreprise où il travaille, des injustices se produire, tel qu'un licenciement abusif? Combien sont les bourgeois qui respectent le salaire minimum fixé pourtant par le gouvernement?

Non, les lois n'ont pas été conçues pour protéger les intérêts des travailleurs. Mais même le peu qu'il y en avait et auxquelles ils pouvaient avoir recours pour se défendre, il faut croire que c'était de trop pour la bourgeoisie. Et on peut dire que la révision de l'ancien code de travail est une nouvelle attaque des riches contre les pauvres.

Les travailleurs n'ont donc pas d'illusions à se faire. Seul le rapport de force entre riches et pauvres, entre exploiteurs et exploités compte. Et pour inverser le rapport de force, les travailleurs disposent d'une arme contre laquelle aucune loi ne peut rien: c'est celle de la grève. C'est la seule arme que

la bourgeoisie craint parce qu'elle touche à sa poche, elle touche à l'économie. C'est seulement de cette façon que les travailleurs peuvent défendre leurs intérêts collectifs.

C'est pourquoi, pour se défendre efficacement, les travailleurs n'ont aucun intérêt à se laisser diviser par des considérations corporatistes, religieuses, politiques, ethniques, ou nationalistes. C'est seulement en unissant leur force qu'ils peuvent défendre leurs intérêts face à la classe des riches.

L'ECONOMIE IVOIRIENNE EN MARCHE POUR QUI ?

Depuis plusieurs jours, la presse fait tout un tapage sur un prétendu démarrage de "l'économie ivoirienne". Elle sert de relais aux gouvernants et aux bourgeois pour faire miroiter une réalité économique exceptionnelle, avec des perspectives encore plus exceptionnelles, à "deux chiffres", nous dit-on. Pour ce faire, on avance des chiffres, en les enjolivant surtout. Les responsables d'entreprises locales ainsi que les hauts dirigeants de l'Etat, tel que le premier ministre, accordent des interviews à-tout-va pour dire à la population que tout va pour le mieux.

Pierre Magne, président de la Fédération Nationale des Industries de Côte d'Ivoire (qui regroupe 210 entreprises représentant 14 activités et employant 60.000 salariés) avance fièrement, pour sa fédération, un chiffre d'affaires total de 1800 milliards de CFA pour le dernier exercice. Avec 700 milliards pour l'exportation et 450 milliards de valeur ajoutée (bénéfice). L'investissement, quant à lui, est pour la même année, de 180 milliards. Cette "fédération" a représenté 20% du PIB (Produit Intérieur Brut) de la Côte d'Ivoire pour l'année 1994-1995.

Le premier ministre, encore plus fier que son patron Pierre Magne, nous remâche les mêmes chiffres, en ajoutant que le gouvernement a fait des cadeaux en termes d'allégements fiscaux et autres facilités d'investissement à 10 entreprises, sous prétexte de lutte contre le chômage. En contrepartie, ces entreprises, nous dit-il, vont investir 12 milliards de FCFA et créer ainsi près de 1500 emplois.

Par ailleurs, le premier ministre a aussi avancé le chiffre de 200 milliards de FCFA par an d'investissement de la part des industriels privés pour les trois ans à venir.

Ces petits chiffres suffisent pour que les journalistes de tous bords nous parlent du "bout du tunnel", de "la Côte d'Ivoire, l'éléphant de l'Afrique", du "décollage économique", etc.

Au fond, que représentent tous ces chiffres qu'on nous présente comme extraordinaires?

Pour ne pas s'éterniser dessus, prenons le plus gros d'entre eux contenu dans ce texte. Il s'agit du chiffre d'affaires de toute une année de toute la "Fédération Nationale des Industries de Côte d'Ivoire". Il est de 1800 milliards de CFA. Qu'est-ce que 1800 milliards de FCFA? A peine le chiffre d'affaires d'un seul groupe industriel français ou peut-être même d'un seul individu comme Boloré ou Bouygue? 1800 milliards de CFA? Ca ne peut même pas acheter deux avions de combats "furtifs" américains!

Alors, avec tout ça, on nous dit que tout va bien. Mais pour qui? Pour les riches? Sans aucun doute! Pour cause! La dévaluation a diminué leurs charges salariales de moitié! Leurs bénéfices ont par conséquent augmenté d'autant. Mieux, le nouveau code du travail est une vraie aubaine pour la classe des riches. En plus de tout ça, ceux-ci sont favorisés de plusieurs façons par le gouvernement: diminution d'impôts sur les revenus; diminution des charges sociales; facilités d'investissement, etc.

Pour eux, tout va bien, donc. Alors, on veut nous faire croire qu'il en va automatiquement de même pour les pauvres, qui n'ont qu'à attendre leur tour, patiemment. Il n'y a pas plus gros mensonge!

Quelle est la réalité pour les travailleurs, aujourd'hui? Leur niveau de vie, depuis les indépendances, n'a jamais été aussi bas qu'en ce moment! On peut dire qu'il a fait un recul de plus de 30 ans. Voilà la réalité.

Et aujourd'hui, si les riches se portent mieux qu'avant, ce n'est même pas à cause d'une prétendue relance: les miracles c'est encore pour demain! Pour preuve, "il n'y a pas si longtemps 20.000 salariés du secteur public et des entreprises privées ont dû subir les licenciements, les réductions de salaire", selon Fraternité-Matin. Pendant qu'on nous chante la création future de 1500 misérables emplois, la réalité c'est au moins 20.000 licenciements! Alors, la relance, on ne l'a pas encore vue; mais la part du revenu national du patronat a augmenté proportionnellement à la diminution de la part des travailleurs.

D'autre part, d'où le gouvernement sort tout l'argent qu'il donne en cadeau aux riches? Pas du ciel, en tout cas! Mais c'est bel et bien de l'argent pris dans la poche des travailleurs! En augmentant les impôts pour les salariés; en mettant en place "l'impôt synthétique" pour faire payer les petites gens qui n'arrivent même pas à tenir le mois avec leur petit revenu; en aggravant les conditions de soins dans les hôpitaux, tout en faisant payer toujours plus cher les soins; en laissant se dégrader les services publics, etc. Oui, on prend de l'argent dans la poche des pauvres pour le verser dans celle des riches! Mais tout cela n'est étonnant, quand on sait que le rôle de l'Etat est avant tout de servir les intérêts des riches, quoi qu'on dise.

Quoi qu'il en soit, relance économique ou pas, ce n'est pas parce que les affaires des riches vont bien qu'il en va de même pour les travailleurs. C'est bien souvent le contraire, comme on l'a vu plus haut. Pour la simple raison que la richesse des bourgeois vient de la seule exploitation de leurs salariés, ouvriers ou employés. Plus

l'exploitation est grande, plus la part de la bourgeoisie augmente et inversement.

Comme si les riches craignent déjà la colère des pauvres, ils cherchent dès maintenant, avant qu'elle n'éclate, à la prévenir. Il n'est pas rare en ce moment de lire dans la presse locale, notamment gouvernementale, qu'il faut préserver la "paix sociale", qu'il faut éviter de faire peur aux investisseurs, etc.

Mais les travailleurs ne doivent pas se laisser impressionner par de tels arguments qui sont d'ailleurs avancés par les défenseurs des intérêts bourgeois. Pour améliorer leurs conditions de vie, les travailleurs n'ont pas d'autres choix que de renverser le rapport de force en s'organisant; en se faisant craindre; en mettant en cause la "paix sociale", si sacrée pour les riches; en bloquant la production.

MARCHE DE PROTESTATION DE FPI :

LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEURS PROPRES LUTTES !

Le 14 juin dernier, suite à un article du journal satirique "Bôl Kotch", qu'il avait trouvé offensant à son égard, Gaston Ouassénan Koné, le ministre de la sécurité, a fait bastonner dans ses bureaux Abou Drahamane Sangaré, n°2 du FPI et directeur de publication du "Nouvel Horizon", groupe de presse dont fait partie "Bôl Kotch".

Une fois cette information connue, un tollé général s'est levé pour condamner cet acte, notamment dans les milieux proches du FPI et de l'opposition en général. Divers ont été les arguments utilisés pour justifier cette protestation. La plupart consistaient à dire que le ministre aurait agi d'une façon contraire aux lois, à la constitution. Pour certains, à travers cet acte, c'est "la République" qui serait humiliée, les institutions, bafouées. Pour d'autres, un tel acte est inadmissible parce qu'on serait dans "un Etat de droit". D'autres encore ont hurlé leur indignation sous prétexte qu'on ne serait pas au "Moyen âge", que la victime est "un responsable politique", "n°2 du plus grand parti de l'opposition", "universitaire" de surcroît, etc.

C'est ainsi que le jeudi 22 dernier, le FPI a appelé à une marche de protestation pour réclamer la démission du ministre qui serait "indigne" de ses fonctions. Au terme de cette marche qui a réuni la plupart des partis de l'opposition et quelques milliers de personnes, la direction du FPI a fait transmettre à Bédié une lettre dans laquelle elle demandait le renvoi du ministre Ouassénan Koné du gouvernement en affirmant que "lorsqu'une autorité de l'Etat pose un acte qui déshonore la République,

cette autorité doit être remerciée."

Certes, tous ceux qui se sont sentis choqués -surtout les petites gens- et qui ont tenu à exprimer leur indignation, à dire tout haut que ce ministre est une ordure, ont eu raison de le faire. Non pas parce qu'il s'agissait d'Abou Drahamane Sangaré, homme politique et universitaire, ou que "la république" serait humiliée, mais tout simplement parce qu'il est inadmissible que quelqu'un, fût-il ministre, fasse subir des sévices à un citoyen, quel qu'il soit.

Nul doute que parmi les manifestants, nombreux étaient ceux qui ont profité de l'occasion pour exprimer leur colère contre les abus, les injustices que les populations pauvres subissent quotidiennement de la part des privilégiés de cette société et des forces de l'ordre à leur service. Dans les usines, les bureaux, les quartiers, c'est tous les jours que les droits des travailleurs et des pauvres sont bafoués, piétinés, sans pour autant que les prétendus démocrates de l'opposition ne s'en émeuvent et moins encore ne proposent quoi que ce soit pour que les masses pauvres se défendent et se fassent respecter.

Pourtant, c'est nécessaire et, si on le veut, c'est possible d'empêcher que les riches s'en prennent impunément aux pauvres. Ce n'est qu'une question de rapport de force et de comportement. Si dans les usines, les bureaux, au port, etc, chaque fois qu'un travailleur est attaqué dans ses droits, de façon collective ses camarades s'unissent autour de lui et le défendent au nom de leurs intérêts communs; si dans les quartiers populaires, les pauvres répondent aux descentes des forces des l'ordre par une mobilisation massive, des comités d'autodéfense pour se protéger contre les abus et les humiliations dont les policiers et autres militaires ont coutume d'être responsables; si donc les pauvres répondent coup pour coup, se mobilisent, luttent et se défendent collectivement chaque fois que l'un d'eux est attaqué, la peur pourra changer de camp. C'est la seule façon pour qu'ils se fassent respecter.

Dans ce contexte, c'est dire que la marche de protestation contre l'acte méprisant posé par le ministre Ouassénan n'est que la moindre des choses. Mieux, le FPI aurait même pu aller plus loin. Puisqu'il semble en avoir les moyens et qu'il se targue même d'être le poids lourd de l'opposition, il aurait même pu s'appuyer sur son implantation au sein de la population pour tenter d'obtenir non pas simplement le départ du ministre mais même le renversement du gouvernement tout entier. Personne ne s'en serait plaint.

Mais, et c'était évident, la direction du FPI a choisi une autre voie, celle d'une simple marche de protestation, démontrant une fois de plus que les travailleurs et les petites gens n'ont rien à attendre des politiciens de l'opposition, même quand il s'agit de le défense ou la conquête des libertés démocratiques élémentaires.

En effet, en se contentant de diaboliser Ouassénan -même s'il est vrai par ailleurs que celui-ci est une crapule-, en réduisant les problèmes au niveau des individus et non de

l'ordre social sur lequel ceux-ci veillent, les dirigeants de l'opposition ont voulu faire croire à la population que, dans ce pays, il y a aurait une république, des lois, une constitution au service de tout le monde, qui protégeraient équitablement les intérêts de tous, que l'on soit riche ou pauvre. Leur logique était de dire que si les choses ne marchent pas, ce serait la faute des dirigeants qui sont mauvais. Par conséquent, selon eux, pour qu'il y ait changement, il faut remplacer les hommes au pouvoir, comme Ouassénan ou même toute l'équipe de Bédié, qui sont incapables de respecter et d'appliquer les lois de la république.

Cette logique-là ne sert en réalité qu'à tromper les gens. C'est un mensonge que de dire que dans ce pays ce sont les lois, la constitution et autres idées, même généreuses, qui font marcher les choses et qu'il y aurait une république au service de tous.

Il n'y a aucune loi, par exemple, qui permette qu'un ministre bastonne impunément un citoyen dans ses bureaux, que des policiers et autres soldats brutalisent et rançonnent quotidiennement la population, que des patrons paient des ouvriers en dessous de ce qui est autorisé sans le moindre risque d'être inquiétés, etc. Il n' y a pas longtemps, dans un des journaux de la place, on a appris que le fils de l'ancien directeur des douanes a payé des loubards pour battre sauvagement un mécanicien, tout simplement parce que celui-ci lui avait réclamé de l'argent qu'il lui devait suite à des réparations faites sur sa voiture. Le journal "La Voie" du mardi 27 juin rapporte que lors d'une descente des policiers le samedi 24 à la Cité Universitaire de Yopougon, une fille a été battue avant d'être violée par des brutes en uniforme. Y a-t-il une loi quelconque qui autorise tous ces faits ignobles auxquels on pourrait à l'envi ajouter tant d'autres, aussi révoltants les uns que les autres? Non! Et pourtant, cela se fait ! Alors d'où vient cela ?

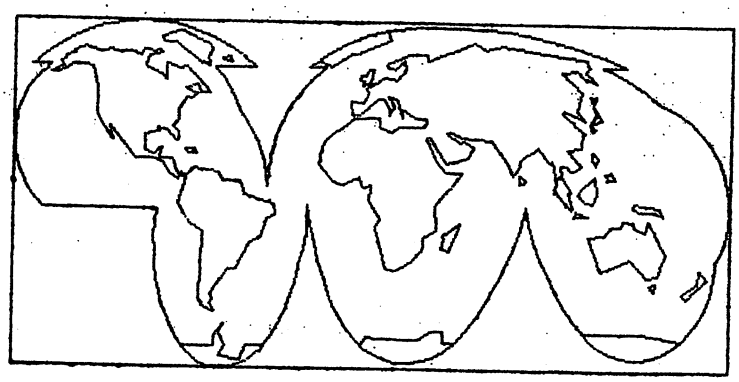
Ce que les dirigeants de l'opposition ne disent pas et ne veulent pas que la population sache, c'est que si les riches font la pluie et le beau temps, quitte parfois à marcher sur les lois qu'ils ont eux-mêmes confectionnées, c'est tout simplement parce qu'ils ont la force avec eux: l'Etat, c'est-à-dire l'armée, la police, la gendarmerie, la justice, est à leur service et leur permet de faire ce qu'ils veulent. Voilà la source profonde de leur pouvoir ! Cela n'a rien à voir avec les lois et autres constitutions. Les riches et les politiciens ou les militaires à leur service ne se servent des lois et des constitutions que quand ça les arrange. En général, ils savent que cela n'a aucune espèce d'importance. D'expérience et de tradition, comme vient de le démontrer Ouassénan, ils savent que toutes ces choses, dont sont friands les politiciens de l'opposition pour tromper les gens, ne sont qu'un ensemble d'arsenal juridique en papier que l'on peut facilement froisser et piétiner.

Voilà pourquoi, contrairement aux dires des politiciens de l'opposition, pour avoir accès aux libertés démocratiques dont ils ont plus que quiconque besoin pour s'organiser, s'exprimer, se défendre, les travailleurs et les masses pauvres n'ont pas intérêt à faire confiance à

l'Etat au service des riches et à se contenter des changements d'hommes au niveau du pouvoir. Que Ouassénan démissionne ou que même toute l'équipe de Bédié soit remplacée par une autre, ce n'est pas cela qui entraînera plus de liberté ou une quelconque amélioration des conditions de vie pour les pauvres. L'Etat sera toujours au service des riches contre les masses pauvres. L'exemple du Niger, du Bénin, du Congo, ces pays où les anciens dictateurs ont été battus aux élections sans qu'il n'y ait le moindre changement pour la population, le démontre si bien.

C'est par leur mobilisation et leurs luttes seules que les travailleurs et les pauvres en général peuvent imposer de façon durable les libertés nécessaires mais aussi l'amélioration de leurs conditions de vie.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.